



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

**Secrétariat
général**

**Direction
Générale
des ressources
humaines**

**Direction de
projet Elections
professionnelles**

Et

**Service
de l'action
administrative
et des moyens**

**Sous-direction
des achats**

**Bureau
de l'ingénierie
des achats
SAAM – Achats
1**

**61-65, rue Dutot
75732 Paris
Cedex 15**

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Procédure n° MEN-SG-MPA-25033

OBJET : Prestation d'expertise indépendante de la solution de vote électronique mise en œuvre pour les élections professionnelles en 2026 et en 2027 au ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et au ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

Sommaire

Sommaire	2
1 Préambule	3
2 Objet, contexte, organisation de l'administration	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Contexte	4
2.2.1 <i>Nature de la solution de vote mise à disposition</i>	5
2.2.2 <i>Le cadre législatif et réglementaire à respecter pour la solution de vote électronique</i>	6
2.2.3 <i>Homologation de sécurité</i>	7
2.3 Les acteurs du ministère	7
2.3.1 <i>Pouvoir adjudicateur</i>	7
2.3.2 <i>Direction de projet</i>	7
2.3.3 <i>Autorité d'homologation</i>	7
3 Nature et étendue des Prestations.....	8
3.1 Langue et caractéristiques des documents remis par le titulaire	8
3.2 Découpage des prestations	8
3.3 Lieux d'exécution du marché	8
3.4 Prestation P1.....	8
3.4.1 <i>Contenu</i>	8
3.4.2 <i>Livrables et modalités de vérification</i>	9
3.5 Prestation P2.....	9
3.5.1 <i>Contenu</i>	9
3.5.2 <i>Livrables et modalités de vérification</i>	11
3.6 Prestation P3.....	11
3.6.1 <i>Dispositions communes aux sous-prestations</i>	11
3.6.2 <i>Sous-prestation P3.1</i>	13
3.6.3 <i>Sous-prestation P3.2</i>	13
3.6.4 <i>Sous-prestation P3.3</i>	14
3.6.5 <i>Sous-prestation P3.4</i>	15
3.7 Opérations de vérification et admission	16
3.7.2 <i>Principe</i>	16
3.7.3 <i>Recette</i>	16
4 Suivi du marché.....	17
4.1 Représentation des parties	17
4.2 Suivi de projet	17
4.3 Communication	17

1 PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :

- Les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et des sports, de la jeunesse et de la vie associative sont désignés sous l'appellation « le ministère » ou « les ministères » ou « l'administration » ;
- L'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations du présent marché est désigné sous l'appellation de « Titulaire expertise ».
- Le marché de mise à disposition d'une solution de vote électronique infogérée et de réalisation de prestations associées pour les élections professionnelles de 2026 et de 2027 au sein des ministères est désigné sous l'appellation de « Accord-cadre SVE » ;
- Le titulaire de ce marché « Accord-cadre SVE » est désigné sous l'appellation de « Titulaire SVE ».

2 OBJET, CONTEXTE, ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestation d'expertise indépendante de la solution de vote électronique mise en œuvre pour les élections professionnelles en 2026 et en 2027 au ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et au ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

2.2 Contexte

La même solution de vote électronique (SVE) doit être mise en œuvre pour les élections professionnelles en 2026 et en 2027. La mise en place de l'expertise indépendante de cette SVE est une obligation prévue par le cadre législatif et réglementaire du vote électronique et notamment les articles R. 211-518 à R. 211-521 du code général de la fonction publique (CGFP) relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique. Les articles R. 211-518 et R. 211-519 précisent que :

Préalablement à sa mise en place ou postérieurement à toute modification substantielle de sa conception, la solution de vote électronique fait l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties et des dispositions de la présente section.

Cette expertise porte sur l'intégralité de la solution de vote électronique devant être installée avant le scrutin, les procédures et conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin, les conditions d'utilisation de l'équipement informatique mentionné aux articles R. 211-556 à R. 211-558 du CGFP, ainsi que les procédures de mise en œuvre des étapes postérieures au vote telles que la rédaction des procès-verbaux et les opérations d'archivage prévues par l'article R. 211-580 du CGFP.

A l'issue des opérations électorales, un rapport final est transmis à l'autorité organisatrice du scrutin par l'expert indépendant. Ce rapport comprend, outre les éléments mentionnés au second alinéa de l'article R. 211-518, les éléments concernant la création et l'attribution des fragments de la clé privée de déchiffrement, le scellement du système de vote électronique, les opérations de vote et le dépouillement, ainsi que les opérations d'archivage prévues à l'article R. 211-580 du CGFP.

Le ministère doit mettre en œuvre cette SVE à l'occasion du renouvellement général des comités sociaux, des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives paritaires lors des élections professionnelles de 2026 (EP2026). Le vote électronique devrait être la modalité exclusive d'expression des suffrages. Le principe du vote électronique s'applique à l'ensemble du corps électoral et à l'ensemble des scrutins des deux périmètres ministériels, y compris à ceux des opérateurs ayant opté pour ce principe et la mise en œuvre de la solution de vote électronique ministérielle. Les scrutins organisés au titre des élections professionnelles du ministère en 2026 se déroulent en France métropolitaine (Corse incluse), dans les DROM et COM et à l'étranger. Le vote est à un seul tour. Il doit se faire à bulletin secret, le mode d'élection étant le scrutin de liste, par listes entières et sans modification d'aucune sorte, et, par exception, le scrutin de sigle.

Pour le ministère, le périmètre d'application de la solution de vote électronique couvre notamment les élections au suffrage direct des trois CSA ministériels, de la totalité des comités sociaux d'administration de proximité, des CAP, qu'elles soient nationales, régionales, départementales ou locales, ainsi que des CCP, organisées dans le cadre de la convergence des élections dans la fonction publique de l'Etat. Il couvre également les opérations d'addition ou de désagrégation des suffrages destinées à définir la représentativité des organisations syndicales au sein des comités sociaux d'administration spéciaux ou de la formation spécialisée statutaire du CSAM ESR.

A titre indicatif, ces élections professionnelles de renouvellement général des comités sociaux, des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives paritaires de 2022 (EP2022) ont concerné 1 489 013 électeurs, sur le périmètre des trois ministères : éducation nationale et jeunesse, sports, enseignement supérieur et recherche :

- Nombre d'électeurs au CSAMEN : 1 052 419
- Nombre d'électeurs au CSAMESR : 270 877
- Nombre d'électeurs au CCMMEP : 141 749
- Nombre d'électeurs au CSAMJS : 5 314

En 2027 vont être organisées les élections du conseil national des universités (CNU) et du conseil national des universités pour les disciplines de santé (CNU Santé) :

- L'élection du CNU comporte cent quatre (104) scrutins de liste à la représentation proportionnelle à un tour avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste. Est attaché à chaque liste le nom d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant habilités à représenter les candidatures dans toutes les opérations électorales. Les délégués peuvent être ou non candidats. Les listes doivent comporter un nombre de noms égal au moins à la moitié du nombre de sièges de membres titulaires et de membres suppléants à pourvoir. En outre, elles doivent comporter un nombre pair de noms au moment de leur dépôt ;
- L'élection du CNU Santé comporte cent trente-quatre (134) scrutins uninominaux à deux tours. En cas d'égalité de suffrages entre deux candidats, est élu le candidat le plus ancien dans le grade le plus élevé et, en cas d'égalité d'ancienneté dans ce grade, le candidat le plus âgé.

Les modalités du vote électronique au sein de nos ministères seront définies et organisées de telle sorte que soient respectés les principes fondamentaux qui régissent les opérations électorales : la sincérité, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin, et son contrôle par le juge de l'élection.

C'est dans le respect de ces principes que la solution de vote recherchée assurera, pour les élections professionnelles en 2026 et en 2027, la dématérialisation :

- Des listes électorales ;
- Des candidatures, logos et professions de foi ;
- De l'accès à l'espace électoral constitué par le portail « Electeurs » et le portail de vote ;
- Des urnes de vote électroniques, de l'émargement et du matériel de vote ;
- Du calcul et de la publication des résultats.

Le titulaire de l'« Accord-cadre SVE » sera connu en 2025.

2.2.1 Nature de la solution de vote mise à disposition

Comme le précise l'article R. 211-510 du CGFP, toute solution de vote électronique (SVE) se compose d'un système de vote électronique (SyVE) complété par ses procédures de mise en œuvre et de sécurisation. Le système de vote électronique reconnaît deux catégories d'utilisateurs : les électeurs et les utilisateurs avec pouvoir(s). Ces derniers sont notamment :

- Les membres des bureaux de centralisation du vote électronique dont la composition et les missions sont notamment précisées aux articles de la sous-section 5 de la section 6 du livre II du CGFP ;
- Les membres des bureaux de vote électronique dont la composition et les missions sont notamment précisées aux articles de la sous-section 5 de la section 6 du livre II du CGFP ;
- Les membres de la cellule de supervision technique dont la composition et les missions sont précisées aux articles R. 211-522 à R. 211-526 du CGFP ;
- Et les agents du centre d'assistance de l'article R. 211-527 du CGFP.

L'accès au système de vote électronique doit se faire par le navigateur de l'utilisateur à partir de tout type de poste de travail informatique professionnel ou personnel (ordinateurs, tablettes et smartphones) connecté à internet. Ce système de vote électronique est sécurisé et intègre des mécanismes d'identification/authentification, de confidentialité et d'intégrité, ainsi que des mécanismes de traçabilité.

La solution de vote comprend les paramétrages du SyVE ainsi que les diverses procédures mais aussi des développements informatiques réalisés spécifiquement pour couvrir les besoins formulés par le ministère dans le CCTP de « l'Accord-cadre ».

En application des dispositions de la section 6 du livre II du CGFP et des recommandations de la délibération CNIL n°2019-053, la solution de vote et son infrastructure d'hébergement comportent les mesures physiques et logiques devant permettre notamment d'assurer les objectifs de sécurité suivants :

- Très haute disponibilité avec architecture redondante en mode actif/actif ;
- Intégrité et confidentialité des données transmises et notamment des expressions de suffrage des électeurs et des émargements ;
- Authentification forte des électeurs comme des utilisateurs avec pouvoir(s) (dont notamment membres des BVE/BCVE, membre de la cellule de supervision technique et administrateurs fonctionnels) de la solution ;
- Transparence de l'urne ;
- Traçabilité des actions ;
- Authenticité des expressions de suffrage.

2.2.2 Le cadre législatif et réglementaire à respecter pour la solution de vote électronique

Le « Titulaire expertise », titulaire du présent marché, réalise les prestations avec le soin requis et conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur dans sa profession au moment de l'exécution du présent marché. La solution de vote électronique doit respecter le cadre législatif et réglementaire en vigueur relatif au vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique. Ce cadre se compose des textes suivants :

- Le **règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016** relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- La **loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés** ;
- Le **titre Ier des livres Ier et II du CGFP (code général de la fonction publique)** dans leurs dispositions relatives au principe de participation et à la représentation des agents (articles L. 112-1, L. 211-1 à L. 211-4 et R.211-1 à R. 211-502, R. 211-585 à R.211-588) ;
- **Les titres V à IX du livre II du CGFP** relatifs aux instances de représentation du personnel dans la fonction publique (articles L. 251-1 à L. 291-2 et R. 251-1 à R. 292-4) ;
- **Les articles R. 211-503 à R. 211-584 du CGFP** relatifs aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;
- L'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
- Le décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;
- Le décret n° 87-31 du 20 janvier 1987 relatif au Conseil national des universités pour les disciplines de santé ;
- Le décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités ;
- Le **décret n° 2019-341 du 19 avril 2019** relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 relatif au référentiel général d'accessibilité pour les administrations ;
- Le **référentiel général de sécurité** pris en application du décret n°2010-112 du 2 février 2010, qui prescrit aux autorités administratives de garantir la sécurité de leurs systèmes d'information en charge de la mise en œuvre des services et échanges électroniques entre l'administration et les usagers ;
- La **délibération CNIL n° 2019-053 du 25 avril 2019** portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet.

La version du référentiel général de sécurité (RGS) applicable est la dernière version officiellement publiée à la date la plus récente d'exécution du marché.

2.2.3 Homologation de sécurité

Le système de vote électronique (SyVE) pour les élections professionnelles de 2026 et de 2027 fait l'objet d'une procédure d'homologation de sécurité. Cette homologation est une démarche de maîtrise des risques de la solution de vote électronique. Elle est l'attestation formelle que les besoins de sécurité ont été identifiés et traités de manière à ce que les risques résiduels soient maîtrisés et acceptables. C'est ce que précise l'ANSSI sur son site :

« En informatique, comme dans les autres domaines, le risque zéro n'existe pas. La démarche d'homologation de sécurité est destinée à faire connaître et faire comprendre, aux autorités responsables, les risques liés à l'exploitation d'un système d'information. »

La démarche d'homologation du SyVE va produire un rapport de sécurité et d'homologation. Ce rapport et le rapport d'expertise préalable et indépendante réalisé par le titulaire du présent marché sont présentés en commission d'homologation par le rapporteur. C'est l'autorité d'homologation, à l'article 2.3.2 ci-après, qui prononce la décision d'homologation. Cette décision atteste que le SI atteint ses objectifs et qu'il est par conséquent apte à être mis en production.

2.3 Les acteurs du ministère

2.3.1 Pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur du présent marché est le DGRH ou son représentant.

2.3.2 Direction de projet

La direction de projet du présent marché est assurée une directrice de projet nommée au JORF.

2.3.3 Autorité d'homologation

Le DGRH ou son représentant est autorité d'homologation. L'homologation sera prononcée sur la base d'un dossier de sécurité dont la constitution est à la charge du correspondant sécurité du projet de vote électronique et rapporteur dudit dossier devant la commission d'homologation.

3 NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1 Langue et caractéristiques des documents remis par le titulaire

Tous les Livrables, documents, inscriptions, correspondances, ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Tous les documents, quelle que soit leur nature, transmis par le titulaire à l'administration doivent être rédigés dans le format PDF complété par le format modifiable Libre Office ou Microsoft Office. Ces documents et livrables doivent être conçus de telle manière que le ministère puisse les comprendre et les réutiliser, ce qui implique notamment que les formules de calcul soient lisibles et que les documentations associées permettent la compréhension des sources comme des relations entre les données.

3.2 Découpage des prestations

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents contractuels le régissant, le titulaire s'engage à réaliser les prestations suivantes à la demande de l'administration et dans le respect des délais qu'impose notamment le cadre législatif et réglementaire du vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique :

Prestation P1	Prise de connaissance du projet y compris du CCTP de l'accord-cadre et suivi du projet
Prestation P2	Prestation de conseil et d'accompagnement et d'expertise préalable et indépendante de la solution de vote électronique
Prestation P3	Prestation de conseil et d'accompagnement et d'expertise de la mise en œuvre de la solution de vote électronique pendant une période de vote et pour les procédures d'archivage ad probationem post élection Cette prestation comporte quatre sous-prestations

3.3 Lieux d'exécution du marché

L'ensemble des prestations objet du présent marché est exécuté dans les locaux :

- Du ministère, en Ile-de-France ;
- Du titulaire du présent marché ;
- Du « Titulaire SVE ». A ce titre, sont inclus les sites d'hébergement du système de vote électronique, à la charge dudit « Titulaire SVE ».

3.4 Prestation P1

3.4.1 Contenu

Le titulaire prend connaissance du périmètre du projet, des données des scrutins et du dossier de l'« Accord-cadre SVE ». Au titre de cette prestation, le ministère transmet au titulaire les informations et documentations idoines. Dans le cadre de cette prise de connaissance du projet, le titulaire exécute au minimum les prestations suivantes :

- Organisation de la réunion de lancement au sein du ministère avec l'ensemble des membres de la direction de projet du ministère. La date et l'ordre du jour de cette réunion sont fixés d'un commun accord entre le ministère et le titulaire dans un délai ne pouvant excéder dix (10) jours ouvrés à compter de l'émission du bon de commande de la prestation P1 ;
- Présentation du rapport de prise de connaissance du contexte et de la démarche proposée pour réaliser la prestation d'expertise indépendante de la solution de vote électronique ;

- Fourniture du projet de calendrier global de la prestation P2 ;
- Fourniture du projet de calendrier global de la prestation P3 et de ses quatre sous-prestations.

Sur demande de l'Administration, le titulaire participe aux réunions de suivi de l'« Accord-cadre SVE » relatif à la mise en œuvre de la solution de vote électronique pour les élections professionnelles 2026 et 2027 du ministère ainsi que la réalisation de prestations associées.

3.4.2 Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
LISTE et ERR prévus par l'annexe I de sécurité du CCAP du présent marché.	Deux (2) jours ouvrés avant la date de tenue de la réunion de lancement.	Deux (2) jours ouvrés à compter de la remise du livrable.
Rapport de prise de connaissance du projet.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la date de tenue de la réunion de lancement.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la remise du livrable.
Description détaillée de la démarche d'expertise avec démonstration de sa conformité aux exigences posées par les articles R. 211-518 à R. 211-521 du CGFP et la délibération CNIL n°2019-053.		
Projets de calendrier global des prestations P2 et P3 du présent marché devant impérativement respecter les objectifs de délais posés par le ministère et notamment les dates d'ouverture et de fermeture des scrutins comme le calendrier de l'« Accord-cadre SVE ».		

3.5 Prestation P2

3.5.1 Contenu

Préalablement à sa mise en place par le « Titulaire SVE », la solution de vote électronique pour les élections professionnelles en 2026 et 2027 au ministère fait l'objet d'une expertise indépendante destinée notamment à vérifier le respect des garanties prévues par les articles de la section 6 du livre II du CGFP comme la conformité aux recommandations de la délibération CNIL n°2019-053 au titre de laquelle le niveau de risque de la solution de vote électronique est évalué à 3.1

Cette expertise préalable et indépendante couvre au minimum :

- L'intégralité du système de vote électronique (SyVE) installé avant les scrutins de chaque élection professionnelle. Sont donc soumis à l'expertise l'ensemble des composants intégrés au périmètre de ce système d'information et notamment les matériels, logiciels, personnels, et le patrimoine informationnel mais aussi les procédures comme les conditions d'installation de ces ressources et plus particulièrement le code source de la solution de vote électronique mise en œuvre par le « Titulaire de l'accord-cadre » ;
- Les procédures et conditions d'utilisation de la solution de vote durant les scrutins ;
- Les procédures de mise en œuvre des étapes postérieures au vote telles que la rédaction des procès-verbaux, la formalisation de la procédure de rejeu du décompte et les opérations d'archivage ad probationem prévues par les articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP ;
- L'existence d'un dispositif de secours et la conformité des procédures de basculement avec les dispositions de l'article R. 211-514 du CGFP comme avec le besoin en très haute disponibilité posé par l'objectif de sécurité n°3-01 de la délibération CNIL n°2019-053 ;
- Les mécanismes d'identification et d'authentification et les procédures associées pour communiquer les authentifiants et codes de vote aux électeurs comme aux utilisateurs avec pouvoir(s), ainsi que leurs procédures de réassortiment ;
- Les fonctions de traçabilité incluant les mécanismes de journalisation et les dispositifs d'exploitation des journaux et traces ;

- Les mécanismes de scellement du SyVE ;
- Les mécanismes d'intégrité et de confidentialité, et plus particulièrement les mécanismes de chiffrement utilisés ;
- Le système d'information sur lequel le vote va se dérouler et les échanges et communications réseau ;
- Les conditions de dépouillement des scrutins et notamment le respect des obligations posées par les articles R. 211-572 à R. 211-579 du CGFP ;
- L'évaluation à trois (3) du niveau de risque de la solution ainsi que la pertinence comme l'effectivité des dispositifs intégrés à la solution de vote pour répondre aux objectifs de sécurité de ce niveau de risque.

Le « Titulaire de l'accord-cadre » doit mettre à disposition de l'administration la solution de vote pour une opération « d'élection test » envisagée au plus tard le 31 mai 2026.

A compter de cette mise à disposition en environnement de test, l'administration effectue avec l'assistance du « Titulaire de l'accord-cadre » et en présence du titulaire du présent marché les opérations de tests prévues au cahier de recette de « l'Accord-cadre ». Le titulaire du présent marché apporte son concours à l'élaboration dudit cahier de recette, sachant que la version finale du document doit être validée par l'administration au moins cinq (5) jours ouvrés avant le lancement de la procédure d'élection test.

Si des anomalies sont constatées pendant cette procédure de tests, le « Titulaire SVE » les corrige et présente de nouveau la solution de vote électronique pour une nouvelle période de tests à laquelle participe le titulaire du présent marché. La livraison par le « Titulaire SVE » en environnement de production intervient au plus tard le 10 septembre 2026.

Au titre de livrable de cette prestation P2 d'expertise préalable, le titulaire du présent marché remet à l'administration un rapport d'expertise préalable répondant notamment aux exigences de l'article R. 211-519 du CGFP et aux recommandations de la délibération CNIL n°2019-053. Ce rapport intègre le rapport d'audit du code source de la solution de vote électronique mise en production par le « Titulaire SVE ».

L'expert indépendant doit fournir un moyen technique permettant à l'administration de vérifier *a posteriori* que les différents composants de la solution de vote sur lesquels a porté l'expertise n'ont pas été modifiés sur le système fourni par le « Titulaire SVE » en environnement de production et devant être utilisé durant les scrutins. La méthode et les moyens permettant d'effectuer cette vérification doivent être décrits dans le rapport d'expertise préalable.

Au plus tard dans les deux (2) jours ouvrés après la fin de l'opération de livraison de la solution de vote en environnement de production, le titulaire du présent marché vérifie que la solution de vote électronique livrée n'a pas été modifiée par rapport à la version ayant été validée à l'issue des opérations de test et sur la base de laquelle il rédige son rapport d'expertise préalable. Le procès-verbal de constatation est intégré au rapport d'expertise préalable.

La remise par le titulaire du rapport d'expertise préalable doit intervenir au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin des opérations de contrôles et de tests de la solution de vote électronique et de la décision de l'administration d'autoriser sa livraison par le « Titulaire SVE » en environnement de production. Cette remise du rapport peut faire l'objet d'une présentation dans le cadre d'une réunion avec l'administration dont date et ordre du jour sont fixés d'un commun accord entre le ministère et l'expert indépendant.

Le rapport d'expertise préalable constitue le premier livrable de la prestation P2. Ce rapport doit comporter a minima trois parties :

- Une grille de conformité aux articles et dispositions de la section 6 du livre II du CGFP ;
- Une grille de conformité aux recommandations de la délibération CNIL n° 2019-053 ;
- Un rapport d'expertise littéral détaillé.

L'article R. 211-511 du CGFP dispose que les fonctions de sécurité de la solution de vote électronique doivent être conformes au référentiel général de sécurité (RGS) prévu à l'article 9 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives dite ordonnance RGS.

Le ministère adopte un processus de protection de la solution de vote électronique intégrant de manière séquentielle une analyse de risques, une détermination des objectifs de sécurité et des fonctions permettant de les atteindre, une implémentation de ces fonctions de sécurité dans la solution de vote et un suivi réactif.

Il a été décidé d'utiliser une démarche d'intégration de la sécurité numérique dans le projet de mise en œuvre du vote électronique pour réaliser ce processus et constituer le dossier de sécurité et d'homologation de la solution. Dans ce contexte, le titulaire du présent marché assiste l'administration dans cette démarche de sécurisation et fourni un rapport de conformité de la solution de vote aux exigences du RGS constituant le second livrable de cette prestation P2.

Ce rapport de conformité RGS doit inclure une grille de conformité aux exigences du RGS. Il doit être remis à l'administration concomitamment à la remise du rapport d'expertise préalable constituant le premier livrable de la prestation P2.

3.5.2 Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS D'ACCUSE-RECEPTION
Rapport d'expertise préalable	Au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin des opérations de contrôles et de tests de la solution de vote électronique et de la décision de l'administration d'autoriser sa livraison en environnement de production par le « Titulaire SVE ».	A la réception du livrable.
Rapport de conformité de la solution de vote électronique aux exigences du cadre législatif et réglementaire RGS	Au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin des opérations de contrôles et de tests de la solution de vote électronique et de la décision de l'administration d'autoriser sa livraison en environnement de production par le « Titulaire SVE ».	A la réception du livrable.
LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Méthode et moyens techniques pour le contrôle a posteriori par le ministère des différents composants logiciels de la solution.	Au plus tard dix (10) jours ouvrés après la fin des opérations de contrôles et de tests de la solution de vote électronique et de la décision de l'administration d'autoriser sa livraison en environnement de production par le « Titulaire de l'accord-cadre ».	Dix (10) jours ouvrés à compter de la remise du livrable.

3.6 Prestation P3

3.6.1 Dispositions communes aux sous-prestations

Les actions et interventions du titulaire du présent marché dans le cadre de la prestation P3 donnent lieu à bons de commande qui sont émis postérieurement à la réception de la prestation P2.

En application des dispositions de l'article R. 211-522 du CGFP, le ministère met en place pour chaque élection une cellule de supervision technique (CST) dont le titulaire du présent marché est membre.

Rôle de la CST

Cette cellule apporte son assistance à l'ensemble des bureaux de centralisation du vote électronique (BCVE) et des bureaux de vote électronique (BVE), et au centre d'assistance mentionné à l'article R. 211-527 du CGFP. Cette cellule est mise en place par l'administration pour répondre aux exigences posées par les articles R. 211-522 à R. 211-526 du CGFP :

- La CST communique avec les utilisateurs avec pouvoir(s) que sont les membres des bureaux de centralisation du vote électronique, les membres des bureaux de vote électronique, ainsi que les agents du centre d'assistance ;
- La CST prête son assistance aux membres de chaque bureau de centralisation du vote électronique dans l'exercice de leurs missions et notamment pendant les cérémonies de création et attribution des fragments des clefs de déchiffrement, de scellement du système de vote électronique et de dépouillement ;
- La CST est rendue destinataire des questions des organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin.

Pendant toute la durée des opérations de vote électronique et pour chaque scrutin, les membres de la cellule de supervision technique peuvent :

- Accéder à la liste des électeurs ;
- Accéder à l'évolution en temps réel de la liste d'émargement et du compteur de votes ;
- Constater en temps réel l'intégrité du système de vote électronique.

Cette cellule de supervision technique doit assurer la surveillance effective des scrutins des élections professionnelles de 2026 (EP2026). Elle doit notamment vérifier l'effectivité des dispositifs de sécurité mis en place pour garantir le secret du vote et en particulier les mesures prises pour garantir la confidentialité du fichier des électeurs intégrant les moyens d'authentification, garantir le chiffrement ininterrompu des bulletins de vote, garantir l'anonymat des votes, garantir la conformité de la conservation sécurisée des différents fichiers prévus par les dispositions des articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP.

Rôles et services à la charge du titulaire

Dans le cadre de cette prestation P3 et pour chacune de ses quatre sous-prestations, le titulaire doit notamment :

- Dispenser tout conseil relatif à la mise en œuvre de la solution de vote électronique comme au déroulement du vote et répondre à toutes questions en rapport avec son domaine d'expertise ;
- Aider l'administration, et les autres membres de la cellule de supervision technique en particulier, à prendre toute décision en conformité avec le cadre législatif et réglementaire du vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique ;
- Collaborer avec les autres membres de la cellule de supervision technique, lorsque celle-ci doit s'assurer que sont notamment conservés dans des conditions conformes aux exigences du cadre législatif et réglementaire du vote électronique pour des élections professionnelles dans la fonction publique :
 - Les copies des programmes sources et exécutables,
 - Les matériels de vote,
 - Les fichiers supports de données des différents scrutins tels que notamment les listes d'émargement et les fichiers de résultats, sauvegardes,
 - Les fichiers de traçabilité ;
- Collaborer avec les autres membres de la CST pour valider la procédure de rejeu du décompte proposée par le titulaire de l'« Accord-cadre SVE ». Conformément aux dispositions de l'article R. 211-575 du CGFP, la procédure de décompte des votes doit pouvoir être exécutée de nouveau. Le titulaire de l'« Accord-cadre SVE » doit spécifier et documenter une procédure de rejeu de décompte. Cette procédure est soumise à validation de bout en bout par la cellule de supervision technique au moyen de sa mise en production s'appuyant sur l'archivage ad probationem.
- A l'issue des opérations électorales, rédiger un rapport final qui comprend, outre les éléments portés dans le rapport d'expertise préalable, une expertise du déroulement du processus électoral depuis l'ouverture du portail Electeurs jusqu'à la finalisation de l'archivage ad probationem.

Ce rapport d'expertise du déroulement du processus électoral comprend notamment les éléments concernant la création et l'attribution des fragments des clés privées de déchiffrement, le scellement du système de vote électronique, les opérations de vote et le dépouillement, ainsi que les opérations d'archivage ad probationem prévues aux articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP et la procédure de validation de la procédure de rejeu de décompte.

- Rédiger tout rapport complémentaire que pourrait exiger l'autorité organisatrice du scrutin en application des dispositions de l'article R. 211-519 du CGFP.
- A l'issue de chaque élection professionnelle sur laquelle porte une sous-prestation de la prestation P3, contribuer à la rédaction par le ministère du retour d'expérience par la rédaction d'un avis formalisé.

3.6.2 Sous-prestation P3.1

Objet

La sous-prestation P3.1 porte sur les élections professionnelles de 2026 (EP2026) du renouvellement général des comités sociaux, des commissions administratives paritaires, des commissions consultatives paritaires. C'est une prestation :

- D'expertise finale et indépendante de la mise en œuvre du vote électronique pour les élections professionnelles de 2026 au ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche et au ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative ;
- De conseil et d'accompagnement pendant toute la durée de cette mise en œuvre du vote électronique depuis la mise en production de la solution de vote électronique ayant fait l'objet de l'expertise préalable de la prestation P2, jusqu'à la réalisation de l'archivage ad probationem post élection EP2026.

Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Bordereau de présence.	Présenté à signature du titulaire chaque matin de journée de présence.	Contresigné par un représentant du ministère chaque soir de journée de présence de l'expert.
Rapport d'expertise complémentaire.	Délai fixé par la demande dudit rapport adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Rapport final d'expertise.	Dix (10) jours ouvrés à compter du jour suivant la clôture des opérations d'archivage ad probationem des articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Avis formalisé sur la mise en œuvre de la solution de vote électronique et le déroulement des opérations électorales. Cet avis étant demandé dans le cadre du Retour d'expérience pour les EP2026.	Délai fixé par la demande dudit avis adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.

3.6.3 Sous-prestation P3.2

Objet

La sous-prestation P3.2 porte sur l'élection du conseil national des universités (CNU). Cette élection du CNU comporte cent quatre (104) scrutins de liste à la représentation proportionnelle à un tour avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste. Cette élection est organisée en 2027 par voie électronique selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur, propres à garantir la sincérité et la sécurité du scrutin.

La sous-prestation P3.2 est une prestation :

- D'expertise finale et indépendante de la mise en œuvre du vote électronique pour l'élection du conseil national des universités (CNU) ;
- De conseil et d'accompagnement pendant toute la durée de cette mise en œuvre du vote électronique depuis la mise en production de la solution de vote électronique ayant fait l'objet de l'expertise préalable de la prestation P2, jusqu'à la réalisation de l'archivage ad probationem post élection CNU.

Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Bordereau de présence.	Présenté à signature du titulaire chaque matin de journée de présence.	Contresigné par un représentant du ministère chaque soir de journée de présence de l'expert.
Rapport d'expertise complémentaire.	Délai fixé par la demande dudit rapport adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Rapport final d'expertise.	Dix (10) jours ouvrés à compter du jour suivant la clôture des opérations d'archivage ad probationem des articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Avis formalisé sur la mise en œuvre de la solution de vote électronique et le déroulement des opérations électorales. Cet avis étant demandé dans le cadre du Retour d'expérience pour l'élection CNU.	Délai fixé par la demande dudit avis adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.

3.6.4 Sous-prestation P3.3

Objet

La sous-prestation P3.3 porte sur l'élection du conseil national des universités pour les disciplines de santé (CNU Santé). Ce CNU Santé est composé comme suit :

- Pour les disciplines médicales et pharmaceutiques, le CNU Santé est composé de groupes de sections, ces sections pouvant comprendre des sous-sections qui comportent, le cas échéant, des options ;
- Pour les disciplines odontologiques, le CNU Santé est composé d'un groupe, lui-même divisé en sections. Ces sections peuvent comprendre des sous-sections qui comportent, le cas échéant, des options ;
- Pour les disciplines des sciences de la rééducation et de la réadaptation et des sciences infirmières, le CNU est composé d'un groupe de sections. Les sections peuvent comprendre des sous-sections qui comportent, le cas échéant, des options.

La liste des groupes, des sections, des sous-sections et des options, ainsi que le nombre des membres de chaque section ou sous-section sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé. L'élection du CNU Santé comporte cent trente-quatre (134) scrutins uninominaux à deux tours.

La sous-prestation P3.3 est une prestation :

- D'expertise finale et indépendante de la mise en œuvre du vote électronique pour l'élection du conseil national des universités pour les disciplines de santé (CNU Santé) ;
- De conseil et d'accompagnement pendant toute la durée de cette mise en œuvre du vote électronique depuis la mise en production de la solution de vote électronique ayant fait l'objet de l'expertise préalable de la prestation P2, jusqu'à la réalisation de l'archivage ad probationem post élection CNU Santé.

Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Bordereau de présence.	Présenté à signature du titulaire chaque matin de journée de présence.	Contresigné par un représentant du ministère chaque soir de journée de présence de l'expert.
Rapport d'expertise complémentaire.	Délai fixé par la demande dudit rapport adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Rapport final d'expertise.	Dix (10) jours ouvrés à compter du jour suivant la clôture des opérations d'archivage ad probationem des articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Avis formalisé sur la mise en œuvre de la solution de vote électronique et le déroulement des opérations électorales. Cet avis étant demandé dans le cadre du Retour d'expérience pour l'élection CNU Santé.	Délai fixé par la demande dudit avis adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.

3.6.5 Sous-prestation P3.4

Objet

La sous-prestation P3.4 porte sur une élection qui serait organisée en 2027 ou 2028 suite à d'éventuelles invalidations ou annulations de scrutins des élections professionnelles de 2026 ou de 2027. La solution de vote électronique mise en œuvre pour ce rejeu d'élection doit être identique à celle mise en œuvre par le « Titulaire SVE » pour les élections professionnelles de 2026 et 2027. La sous-prestation P3.4 est une prestation :

- D'expertise finale et indépendante de la mise en œuvre du vote électronique pour un rejeu d'élection professionnelle organisée en 2026 (EP2026) ou 2027 (CNU ou CNU Santé) ;
- De conseil et d'accompagnement pendant toute la durée de cette mise en œuvre du vote électronique depuis la mise en production de la solution de vote électronique ayant fait l'objet de l'expertise préalable de la prestation P2, jusqu'à la réalisation de l'archivage ad probationem post rejeu de l'élection.

Livrables et modalités de vérification

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Bordereau de présence.	Présenté à signature du titulaire chaque matin de journée de présence.	Contresigné par un représentant du ministère chaque soir de journée de présence de l'expert.
Rapport d'expertise complémentaire.	Délai fixé par la demande dudit rapport adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.
Rapport final d'expertise.	Dix (10) jours ouvrés à compter du jour suivant la clôture des opérations d'archivage ad probationem des articles R. 211-580 à R. 211-584 du CGFP.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.

LIVRABLES	DELAIS DE LIVRAISON	DELAIS MAXIMUM DE RECETTE
Avis formalisé sur la mise en œuvre de la solution de vote électronique et le déroulement des opérations électorales. Cet avis étant demandé dans le cadre du Retour d'expérience pour le jeu d'élection.	Délai fixé par la demande dudit avis adressée au titulaire du marché.	Dix (10) jours ouvrés à compter de la réception du livrable.

3.7 Opérations de vérification et admission

Par dérogation aux dispositions des articles 28 et suivants du CCAG-PI, les opérations de vérification et admission des prestations du présent marché s'exécutent aux conditions fixées dans le présent article ainsi qu'aux articles 3.4.2, 3.5.2 et 3.6.2 du présent CCTP.

3.7.2 Principe

Le principe des opérations de vérification menées par l'administration est notamment de contrôler que :

- Les livrables sont conformes aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels du présent marché ;
- L'ensemble des moyens prévus au présent marché est correctement mis à disposition par le titulaire et que toutes les prestations associées sont bien fournies.

Le terme "livrable" désigne tous les éléments quelle qu'en soit la nature ou la forme, tels que données, rapports, développements spécifiques, logiciels, procédures et documentations, réalisés par le titulaire et fournis au ministère dans le cadre du présent marché.

3.7.3 Recette

Les décisions d'admission après opérations de vérification ne sont jamais tacites, par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI. Elles sont notifiées au titulaire par voie postale ou par messagerie électronique et revêtent la forme, au choix de l'administration, d'un message simple, sous format dématérialisé ou sur support papier, ou d'un procès-verbal.

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des prestations effectuées et des livrables.

Le titulaire remet les livrables dans le délai maximum indiqué dans la colonne « Délais de livraison » des tableaux des « Livrables et modalités de vérification » des prestations P1, P2 et P3 de l'article 3 du présent CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la livraison, le ministère dispose du délai indiqué dans la colonne « Délai maximum de recette » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction.

A compter de la réception des observations, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum pour représenter le livrable corrigé ou formuler ses observations argumentées sur la décision qui lui a été notifiée.

Après analyse de ces corrections, le ministère peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau d'un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau au ministère. Le ministère applique les pénalités à compter de la décision d'ajournement et jusqu'à remise du livrable corrigé ;
- Soit de résilier le marché, conformément à l'article 19 du CCAP.

Le ministère établit un procès-verbal de recette définitive lorsque l'ensemble des prestations commandées est approuvé.

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique. Le présent CCTP déroge ainsi à l'article 30 du CCAG/PI.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAP.

4 SUIVI DU MARCHE

4.1 Représentation des parties

Représentants de l'administration

Dès la notification du marché, les interlocuteurs de la direction de projet de l'administration pour le présent marché sont communiqués au titulaire ainsi que, dès leur désignation, ceux de l'« Accord-cadre SVE ». L'administration a la faculté de se faire assister par toute personne dont elle juge le concours utile à la bonne exécution du présent marché.

Intervenants du titulaire

Le titulaire affecte à l'exécution des prestations des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification et d'expérience nécessaire, tant dans le domaine technique que fonctionnel, en fonction de la nature des prestations et pour la bonne réalisation de celles-ci.

Le titulaire désigne un seul expert pour l'ensemble des trois prestations avec un engagement de remplacement par un expert suppléant de même niveau d'expérience et de compétence pour garantir la continuité des prestations à la charge du titulaire.

Dans les trois (3) jours ouvrés suivant la notification du présent marché, le titulaire communique les coordonnées téléphoniques et de messagerie électronique d'un interlocuteur unique et de son suppléant, pour assurer l'interface du titulaire avec le ministère.

Tous les échanges d'information(s) entre le titulaire et le ministère sont soumis aux stipulations de l'annexe I de sécurité au CCAP du présent marché.

4.2 Suivi de projet

Les réunions de suivi du projet peuvent porter sur les aspects techniques, organisationnels ou fonctionnels du présent marché. Ces réunions sont soit planifiées, soit d'opportunité et le titulaire doit :

- Convoquer en relation avec l'administration les participants nécessaires. La convocation à ces réunions doit prévoir un délai suffisant pour que ces participants puissent être disponibles et qu'ils puissent prendre connaissance des documents fournis ;
- Fournir avant la réunion, l'ordre du jour et les documents nécessaires à sa tenue.

A l'issue de chaque réunion, le titulaire rédige le compte rendu de séance qui doit obligatoirement intégrer les décisions prises comme les actions approuvées par les participants. Le titulaire transmet ce compte rendu au ministère dans les trois (3) jours ouvrés maximum suivant la tenue de la réunion. Ce document est validé par l'administration dans les cinq (5) jours ouvrés maximum à compter de sa réception.

4.3 Communication

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations de l'administration ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations, sauf accord préalable et écrit de l'administration.

Le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des informations communiquées par l'administration, à ne pas citer le ministère dans ses supports de communication sans son accord préalable. A ce titre, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable et écrit de l'administration avant d'effectuer toute communication interne ou externe relative à l'objet du présent marché et à respecter la charte graphique et les conditions formulées par l'administration.

Tous les échanges d'information(s) entre le titulaire et le ministère sont soumis aux stipulations de l'annexe I de sécurité au CCAP du présent marché.